

Diviser pour mieux régner, les travailleurs et travailleuses de la culture et du cinéma ne sont pas dupes

Quand l'extrême droite se révèle au grand jour ; communiqué de
SUD Culture Solidaires suite aux menaces de Maxime Saada et de
Vincent Bolloré

Nous, travailleurs et travailleuses du cinéma et plus
largement de la culture, dénonçons depuis plusieurs années la
mainmise du milliardaire Vincent Bolloré dans ces secteurs.
Son « projet civilisationnel » comme il aime à le dire, est de
porter par tous les moyens l'extrême droite au pouvoir. Il ne
s'en cache plus.

Chaque jour, des salarié·es des mondes du livre et des médias,
nous alertent sur la dégradation de leurs conditions de
travail et sur la restriction des libertés d'expression et de
critique.

En réponse à cette situation, la [tribune « Zapper Bolloré »](#) a
été publiée dans *Libération* le 11 mai 2026 et signée par plus
de 2000 professionnel·les aujourd'hui. Des personnes qui ont
eu le courage d'exprimer leurs inquiétudes, peu après
l'éviction brutale d'Olivier Nora des éditions Grasset &
Fasquelle, 3 ans après le rachat du groupe Hachette par
Bolloré.

Cette tribune rappelait à juste titre :

- La mainmise de Bolloré sur le Groupe Canal+, principal financeur du cinéma, et le projet de rachat complet d'UGC à court terme.
- Le risque réel d'uniformisation des films, avec une influence réactionnaire sur l'imaginaire collectif.
- Le besoin de sortir du silence imposé dans le secteur et de construire des alternatives pour défendre un secteur indépendant afin de diffuser et programmer autrement et plus librement.

Contrairement aux allégations de Maxime Saada, président du directoire du Groupe Canal+, cette tribune visait le propriétaire de Canal+ et non ses employé·es. La décision de ne plus travailler avec les signataires de cette tribune, et la menace implicite à toute autre personne qui voudrait émettre une quelconque critique, montre en réalité le vrai visage de ce qu'est l'extrême droite dans les entreprises. Le « Je paie, je décide » n'est pas un discours acceptable.

Pour rappel l'empire Bolloré repose à 90% sur les activités de communication, culture et médias

- dans la production audiovisuelle : Studio Canal, Banijay et très prochainement UGC ;
- dans les Médias : Europe 1, CNews, C Star, Nollywood Tv, Femme Actuelle, Geo, Voici, National Geographic, JDD, Capital... ;
- les plateformes net et vod : Dailymotion, my canal ;
- les salles de spectacle : L'Olympia, Folies Bergère et Casino de Paris ;
- des jeux de société avec sa branche Hachette boardgame : Skyjo, Six qui prend, Saboteur... ;
- l'école de journalisme : ESJ Paris ;
- le commerce : les boutiques Relay dans les gares ;

- Musique : Universal Music Group ;
- Édition : le groupe Hachette Livre, qui contient entre autres les maisons Hatier, Fayard, Grasset, Le Livre de poche, Larousse, Calmann-Lévy, La bibliothèque verte, Armand Colin, Didier, JC Lattès, Marabout, Le guide du routard... est également le plus gros distributeur de livres en France.

Et si la légalité de cette méthode est questionnable, c'est en premier lieu une menace symbolique et idéologique, et surtout un moyen pour Saada de prouver son allégeance à Bolloré.

Plusieurs artistes queers ou ayant pris position pour le droit à l'autodétermination de la Palestine et contre le génocide à Gaza sont déjà concerné·es par la censure de l'extrême droite : spectacles annulés, refus d'accueil dans des salles, refus d'autorisations pour des spectacles de rue, perte de financements... Cela touche également le secteur du livre, des médias, les humoristes...

Dans les villes et les régions passées sous le joug de l'extrême droite ou de la droite extrême, la culture est attaquée, des lieux sont fermés, des travailleuses virées, des subventions retirées. Plus largement, la précarité du secteur favorise l'autocensure.

Car oui comme dans tout secteur, l'argent est le nerf de la guerre. Or Canal+, groupe privé, possède aujourd'hui droit de vie et de mort sur une large part du cinéma français. Cette situation était déjà un problème, qui est aujourd'hui aggravé par la toute-puissance de l'extrême droite à la tête du groupe, et cela sans remise en question de la part des autorités publiques.

Et si critique ou remise en question il y a, l'extrême droite utilise souvent la carte de la justice au moyen de procès pour diffamation ou de procédures-bâillon envers les médias concernés.

Mais cela ne passera pas ! Face à cette nouvelle attaque, SUD Culture Solidaires en appelle à la prise de conscience collective du secteur et au renforcement des mobilisations.

- Nous refusons de nous laisser intimider par l'extrême droite.
- Nous refusons de nous laisser marcher dessus et de changer notre façon de penser parce que cela ne plaît pas à l'extrême droite...
- Nous refusons la censure dans nos créations, et pire, l'auto censure que nous nous imposons de fait dans ce climat délétère.
- Nous déplorons la lâcheté d'une large partie du monde de la culture, dont nombre de personnalités publiques qui font comme si de rien n'était, quand elles ne participent pas carrément d'une prétendue dépolitisation des arts. Jusqu'où ira la compromission ?

Alors continuons à dénoncer, continuons à signer des tribunes, débordons Bolloré, regroupons-nous pour le faire, créons des espaces de solidarité, de diffusion et de création alternative.

Faisons une culture forte que l'extrême droite et toutes les réactionnaires détestent.

Car nous, travailleuses de la culture et syndicalistes, sommes un rempart aux idées nauséabondes réactionnaires et devons entrer en résistance.

Ouvrons encore plus notre gueule !

Pour signer la tribune, c'est encore possible en cliquant sur ce [lien](#).

SUD Culture Solidaires
19 mai 2026